

# LES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Depuis 2013, de nombreuses lois ont renforcé la lutte contre le gaspillage alimentaire.

**17 août 2015** – La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte introduit l'obligation, pour la **restauration collective publique**, d'avoir une démarche de **lutte contre le gaspillage alimentaire**.

**11 février 2016** – La loi dite « **Garot** » établit une hiérarchie dans les actions pour la lutte contre le gaspillage alimentaire : favoriser la prévention du gaspillage, puis utiliser les invendus par le don ou la transformation, puis valoriser dans l'alimentation animale, et enfin utiliser les restes alimentaires à des fins de compost pour l'agriculture ou la valorisation énergétique (méthanisation). De plus, les pratiques de destruction d'aliments encore consommables sont interdites. Les distributeurs de plus de 400 m<sup>2</sup> doivent maintenant proposer des conventions de don à des associations d'aide alimentaire.

**30 octobre 2018** – La loi **EGAlim** introduit l'obligation, à partir du 1er juillet de 2021, pour les opérateurs de la restauration commerciale de proposer le « **gourmet bag** » (doggy bag à la Française), et prévoit des dispositions supplémentaires par décret et ordonnance.

**11 avril 2019** – En application de la loi EGAlim, il devient obligatoire de mettre en place un plan de gestion de la qualité du don pour les distributeurs, à partir du 1er janvier 2020, pour en assurer la qualité, impliquant formation et sensibilisation du personnel.

**21 octobre 2019** – En application de la loi EGAlim, une ordonnance relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire est publiée au journal officiel. L'obligation de proposer une convention de don à une association d'aide alimentaire habilitée est étendue aux opérateurs de la restauration collective (> 3 000 repas préparés / jour), et aux opérateurs de l'industrie agroalimentaire (> 50M€ de chiffre d'affaire). L'interdiction de rendre impropre à la consommation des denrées encore consommables est également étendue à ces acteurs. Elle **introduit aussi l'obligation de faire un diagnostic de gaspillage** pour l'ensemble de la restauration collective avant le 21 octobre 2020.

**10 février 2020** – La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (**loi AGEC**) précise la **définition du gaspillage alimentaire et fixe des objectifs de réduction**. Elle étend l'obligation de diagnostic anti-gaspillage aux industries agroalimentaires. Elle introduit un **label national « anti-gaspillage alimentaire »** pouvant être accordé à toute personne contribuant aux objectifs nationaux de réduction du gaspillage alimentaire. Elle renforce le plan de gestion de la qualité du don, en introduisant des procédures de suivi et de contrôle de la qualité du don. Enfin, elle étend les obligations de la loi Garot aux opérateurs de commerce de gros alimentaire (> 50M€ de chiffre d'affaire pour la convention de don), et augmente les sanctions liées au non-respect de ces dispositions.

**22 août 2021** - Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Article 256. La loi Climat et résilience prévoit une **expérimentation de solution de réservation de repas en restauration collective**. À titre expérimental et afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, les gestionnaires, publics ou privés, des services de restauration collective dont les personnes morales de droit public ont la charge proposent, sur la base du volontariat, une solution de réservation de repas afin d'adapter l'approvisionnement au nombre de repas effectivement nécessaires, y compris pour chacune des alternatives lorsque des choix sont possibles.